

PROSPECTION PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE

Ce que la prochaine loi propose

La prochaine loi sur les hydrocarbures, en cours d'examen parlementaire, devrait conférer un droit exclusif aux investisseurs dans le domaine de la prospection. Cette disposition est voulue attirer des opérateurs étrangers qui, cependant, attendent davantage d'incitations et moins de lenteurs bureaucratiques.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La prospection d'hydrocarbures en Algérie n'est pas encore développée et risque d'être davantage complexe à terme.

Or, ce constat reste problématique dans la mesure où seulement 52% du domaine minier national font l'objet de travaux de prospection, exploitation et production d'hydrocarbures.

C'est ce que note le directeur activité gaz naturel auprès de l'Agence nationale de valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Ouahmed Khelil qui intervenait hier, à l'hôtel Hilton, lors de la

seconde journée de la conférence sur les perspectives énergétiques de l'Algérie.

Et cela, même si une dizaine de permis de prospections ont été octroyés en 2011, couvrant plusieurs régions du pays, le rythme de développement de la prospection reste paradoxalement encore faible.

Voire, les opportunités de découvertes risquent d'être, à terme, limitées en volume, complexes et risquées du point de vue technique et financier, notamment.

C'est ce que ne manquera pas de souligner le consultant et vice-président de l'Association algérien-

ne du gaz (AIG), Abdelmadjid Attar, assez pessimiste semble-t-il.

Intervenant en plénière, l'ancien P-dg de Sonatrach relèvera tacitement le manque d'engagement des opérateurs étrangers dans la prospection, notamment des zones peu connues ou complexes, en appelant à davantage d'ouverture.

Ainsi, l'amélioration de l'attractivité et de la valeur ajoutée de ce segment de la chaîne énergétique s'avère de mise et des solutions s'imposent.

En ce sens, des solutions sont suggérées dans le cadre de la révision de la loi 05-07 relative aux hydrocarbures, en cours d'examen parlementaire.

Et cela, dans le contexte où l'Al-naft, selon M. Khelil, «a tiré les conclusions» quant aux résultats insuffisants des derniers appels d'offres lancés depuis 2006, «a engagé un dialogue permanent» avec les partenaires étrangers qu'ils soumissionnent ou pas et «propose des solutions».

Selon le responsable d'Alnaft et dans le but justement de «corriger le tir», la prochaine loi confère, sans porter atteinte au principe de non discrimination lors des appels d'offres, un droit exclusif aux investisseurs dans le domaine de la prospection.

Dans ce cadre notamment, toute entreprise de prospection qui participe à un appel d'offres et accepte de s'aligner sur la meilleure offre, bénéficiera de la préférence dans l'attribution du périmètre proposé.

Une disposition assez avantageuse, innovante, considérera le dirigeant de l'AIG, au regard de la nécessité de stimuler l'attractivité du domaine minier national.

Et cela, même si le président du cabinet de consulting Nalcorsa Sa et ancien ministre de l'Energie et des Mines, Nordine Aït-Laoussine, intervenant lors des débats, estime que le droit exclusif n'a jamais été octroyé pour ceux qui viennent «voir», sans être toutefois hostile à la possibilité d'un investissement



Photo : Samir Sid

Sonatrach prévoit d'effectuer son premier forage offshore en haute mer.

effectif en matière de prospection et développement.

Les étrangers se plaignent que «ça traîne»

Néanmoins, l'ancien ministre de l'Energie considère que l'insuffisance d'attractivité du domaine minier national s'explique, certes, par des questions de fiscalité mais aussi par «les processus de décision au sein d'Alnaft et de Sonatrach» qui suscitent des critiques de la part de certains opérateurs étrangers.

S'en faisant le porte-parole indirect, ce consultant indique que des opérateurs déplorent le fait que «ça traîne» en matière de valorisation des gisements et le fait que la durée entre la découverte et l'entrée en production se révèle trop longue.

Voire, ces opérateurs étrangers déplorent les lenteurs bureaucratiques, laisse entendre tacitement ce consultant. Or, les propositions légales et réglementaires attendues

visent justement à attirer les investisseurs étrangers, assez enclins à demander davantage de mesures incitatives. A ce propos, des managers des entreprises énergétiques européennes GDF Suez et RWE Dea AG, intervenant lors de cette conférence, ont recommandé des modalités incitatives et une démarche basée sur la décentralisation en matière de valorisation des petits gisements.

Mais aussi, selon le représentant de RWE Dea, des mesures «plus attrayantes que par le passé» dans le cadre de la prochaine loi, concernant le développement des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels.

D'autre part, l'on précise que le prochain appel d'offres pour l'attribution de périmètres d'exploration pourrait être lancé dès le début de l'année prochaine, après la promulgation, évidemment, de la nouvelle loi relative aux hydrocarbures.

C. B.

EXPLORATION DE L'OFFSHORE ALGÉRIEN

Sonatrach entamera les forages dès 2014

La compagnie Sonatrach entamera les premiers forages en offshore dès 2014. Selon un responsable régional de la division exploration, M. Saïd Malla, Sonatrach prévoit d'effectuer son premier forage en haute mer, à un lieu non précisé, au courant de l'année 2014, dans le cadre du programme de développement de l'offshore algérien pétrolier et gazier.

Un programme qui n'écarte pas la possibilité pour Sonatrach de recourir au partenariat pour mieux partager les risques technologiques et financiers ou d'agir en propre pour finaliser les travaux de forages. Et d'autant que la compagnie nationale a obtenu depuis 2000 une surface d'exploration marine de 10 000 km² auprès de l'Alnaft et devait acquérir 5 000 km² en 2011 pour terminer les travaux de sismique 2D, dans deux bassins, l'un dans la région de Annaba-Béjaïa et l'autre dans la région de Ténès et Mostaganem.

Notons que le coût de forage d'un seul puits en offshore varie entre 150 et 200 millions de dollars.

C. B.

Alnaft œuvre à l'optimisation des coûts

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures œuvre à l'optimisation des coûts de développement des gisements d'hydrocarbures notamment. La question des coûts est prise en charge, indique le directeur Activité gaz naturel à l'Alnaft, Ouahmed Khelil qui indique que l'Agence compte se doter d'une direction de l'audit et du contrôle des coûts, mettre en place un référentiel des coûts dans l'amont pétrolier et gazier ainsi qu'une banque de données.

C. B.

DIABÈTE EN ALGÉRIE

Plusieurs facteurs pointés du doigt

Plus d'un million et demi de personnes de plus de 30 ans sont atteintes de diabète en Algérie et chaque année, près de 1 500 enfants de moins de 15 ans font un diabète. C'est ce qu'a indiqué le professeur Khalfa Slimane, spécialiste en médecine interne, hier, à Alger.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Selon le spécialiste, l'hérédité, la mauvaise hygiène alimentaire et la sédentarité sont les trois facteurs déclencheurs du diabète de type 2. D'ailleurs, cette mauvaise hygiène de vie «favorise l'obésité à l'âge adulte», poursuit-il. Une obésité qui, selon lui, est présente chez la majorité des malades. «L'obésité provoque le diabète et une hausse du taux de cholestérol et autres maladies chroniques, telles que l'hypertension artérielle, les maladies cardio-vasculaires et même le cancer», précise-t-il. Animant un workshop sur le diabète à destination des journalistes algériens, organisé par Sanofi Aventis Algérie, le P^r Khalfa Slimane a souligné l'intérêt du dépistage car, explique-t-il, «souvent des répercussions sanitaires surviennent et touchent notamment les yeux et les reins bien avant le diagnostic du diabète chez le patient». Il cite ainsi la fréquence de ces complications en Algérie qui ont atteint 47,1% de rétinopathie et 31,4% de néphropathie chez le diabète de type 2. Il a ainsi préconisé le dépistage à partir de 40 ans avant de dresser une liste des sujets à risque, notamment les personnes qui ont un membre de la famille diabétique, celles souffrant de tension artérielle et de problème de cholestérol ainsi que les personnes obèses.

S'agissant de la prise en charge du diabétique, le spécialiste évoque l'éducation thérapeutique. «C'est une partie intégrante des soins au même titre que la prescription médicale», dit-il. Il insistera aussi sur la formation des médecins généralistes et des éducateurs. «La priorité doit être accordée à la formation des médecins généralistes car ils sont les premiers à détecter le diabète chez le malade ainsi que la formation des éducateur.» Une démarche qui, selon lui, permettra l'amélioration de la prise en charge des malades. L'intervenant a également souligné l'intérêt du programme national de prévention «Manger mieux et bouger plus» qui permet de prévenir plusieurs maladies chroniques, notamment le diabète. Par ailleurs, Sanofi ventis Algérie organise à l'occasion de la Journée mondiale du diabète, une journée portes ouvertes sur ce thème. Une rencontre qui aura lieu le 17 novembre prochain au terrain de golf à Alger. Trois ateliers figurent au programme : «Alimentation et diabète», «Diabète de type 2 et auto-surveillance» et «Diabète de l'enfant».

R. N.

NUMÉRISATION

Partenariat entre le ministère de l'Éducation et Algérie Télécom

En vue de sa numérisation, le secteur de l'éducation nationale a lancé deux marchés avec Algérie Télécom pour la mise en service du réseau Internet/Intranet du ministère de l'Éducation ainsi que la fourniture d'un système de vidéoconférence.

F.-Zohra B. - Alger (Le soir) - Le projet constitue dans sa première étape le lancement de la visioconférence et de la téléphonie IP et autres applications touchant 14 sites relevant du secteur. Pour Abdellatif Baba Ahmed, ministre de l'Éducation nationale, l'école algérienne devra progressivement utiliser les nouvelles technologies et la numérisation pour l'encadrement, l'administration mais aussi au profit de l'enseignement dispensé aux élèves. «Il s'agira aussi de la formation des enseignants et du personnel de l'administration et de hausser le niveau de l'enseignement», a souligné le ministre, notant qu'il

ne s'agit que du début du projet.

Ce sera 50 directions de l'éducation, 2 000 lycées, 5 000 établissements moyens et 18 000 écoles primaires qui seront reliés au réseau.

Le programme concerne aussi la numérisation des cours progressivement ainsi que celle de l'administration. «J'appelle à la meilleure utilisation de ce programme et sa modernisation», a recommandé le ministre.

La cérémonie a eu lieu en présence de Moussa Benhamadi, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, dont le secteur a participé à la réalisation de l'opération avec notamment l'apport du savoir-faire nécessaire. «Nous ambitionnons d'arriver à une école et un mode d'enseignement qui utilisent les nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ce qui est réalisable puisque nous disposons des moyens humains et matériels pour cela, pour arriver au cartable numérique», a déclaré Moussa Benhamadi. Il s'agit de ce fait, selon les responsables du secteur de l'éducation, d'arriver à la

numérisation à travers deux marchés contractés par Algérie Télécom pour l'installation et la mise en service du réseau, Internet/Intranet et l'installation et la fourniture d'un système de vidéoconférence.

Pour sa part, Chami Tahar, directeur du Centre national d'intégration et d'innovations pédagogiques et de développement des technologies de l'information et de la communication en éducation (CNIIPDDTICE), précisera que le projet rentre dans le cadre de la numérisation du secteur de l'éducation et a été lancé par le biais du (CNIIPDDTICE) et sera réalisé en trois phases dont la première phase lancée hier, permettra la fourniture d'un réseau multiservices avec à terme la connexion des établissements scolaires. Il précisera de ce fait qu'il s'agit aussi de rapprocher l'ensemble des acteurs du secteur en un simple clic.

«L'opération se fera en totale cohérence avec le partage de l'information, de la communication et du savoir», a déclaré l'intervenant.

F.-Z. B.